

RÉSUMÉ

1. Au cours des 30 dernières années, le PIB du Viet Nam a affiché des taux de croissance élevés qui ont transformé le pays en une économie émergente à revenu intermédiaire de la tranche inférieure; le taux de pauvreté a fortement baissé, celui-ci étant tombé de plus de 70% au début des années 1990 à moins de 6% en 2019. L'économie a progressé à un taux annuel moyen de 6,6% entre 2014 et 2018, ce taux ayant atteint 7,1% en 2018, le plus élevé en dix ans. En 2019, le PIB réel a augmenté de 7% et le PIB par habitant s'est élevé à plus de 2 700 USD. Les données préliminaires ont montré qu'en 2020, la croissance du PIB avait ralenti pour s'établir à 2,5%, ce qui traduisait l'incidence de la pandémie de COVID-19.

2. Le Viet Nam applique des politiques commerciales axées sur l'exportation et reconnaît que l'intégration économique internationale est l'un des principaux moteurs de l'amélioration de ses institutions, de sa croissance économique et de son développement. Dans la Stratégie d'import-export 2011-2020, avec une vision jusqu'en 2030, le Viet Nam a fixé des objectifs liés au commerce tels qu'un taux de croissance annuel à deux chiffres pour les exportations, un ralentissement de la croissance des importations par rapport à celle des exportations et une réduction progressive du déficit commercial jusqu'à enregistrer un excédent au cours de la prochaine décennie.

3. Ces dernières années, l'expansion économique du pays a été soutenue par une forte demande intérieure et par les exportations de produits manufacturés. Depuis le dernier examen de sa politique commerciale, réalisé en 2013, le Viet Nam s'est davantage intégré dans l'économie mondiale, son ratio du commerce au PIB étant passé de 165% en 2013 à 210% en 2019. Traduisant de solides fondamentaux économiques, le taux de change effectif réel du dong vietnamien s'est apprécié de 4% par an en moyenne. En août 2015, la marge de fluctuation des taux de change a été portée à 3%, contre 1% auparavant.

4. Pendant la période considérée, le commerce des marchandises a enregistré un taux de croissance annuel à deux chiffres en termes réels. Cela reflétait la participation active du Viet Nam aux chaînes de valeur mondiales (CVM), le pays devenant peu à peu un pôle de fabrication de vêtements et de produits électroniques grand public, en particulier de smartphones. En 2019, environ 85% des produits électroniques importés étaient des biens intermédiaires, dont une petite moitié provenait de République de Corée et de Chine; 44% des produits électroniques exportés étaient des produits de consommation finale, dont la moitié était expédiée vers les États-Unis, les Émirats arabes unis et l'Autriche. Le Viet Nam a affiché un excédent au titre du commerce des marchandises et des services, ainsi qu'au titre des envois de fonds.

5. L'investissement étranger direct (IED) joue un rôle essentiel dans la transformation économique du Viet Nam; en effet, il a représenté 20% du PIB et généré 5 millions d'emplois en 2019. L'IED est aussi le principal moteur de l'amélioration de la productivité du pays. Plus de 17 000 projets d'investissement étranger, pour un capital social total de 143,1 milliards d'USD, ont été approuvés pendant la période considérée; les activités de transformation et de fabrication ont représenté environ 62% du capital étranger total investi dans le pays.

6. Compte tenu de la profonde intégration du Viet Nam dans l'économie mondiale, la pandémie de COVID-19 a affecté le pays au travers d'une baisse de la demande et d'une réduction des échanges. Toutefois, les données préliminaires indiquent qu'en 2020, le commerce vietnamien de marchandises fondé sur les CVM, en particulier dans les secteurs de l'électronique grand public et du vêtement, n'a apparemment pas perdu d'élan par rapport aux résultats enregistrés par ces secteurs en 2019, ce qui s'explique en partie par les mesures proactives prises par le gouvernement.

7. Depuis janvier 2016, le Viet Nam procède à l'assainissement de ses finances publiques, en limitant strictement l'émission de garanties publiques et en stabilisant le déficit budgétaire de l'État; cette politique a permis au pays d'abaisser le ratio de la dette publique au PIB et de s'assurer ainsi une certaine marge de manœuvre budgétaire pour relever les défis structurels à court ou long terme, qu'il s'agisse des problèmes créés par la pandémie de COVID-19, des engagements conditionnels des entreprises publiques et du secteur bancaire ou du changement climatique. Face à la pandémie de COVID-19, le Viet Nam a mis en place une série de mesures et d'incitations budgétaires visant à compenser les pertes de revenu et à soutenir la croissance, y compris un plan de soutien budgétaire équivalant à 3,6% du PIB, des baisses de charges, des reports de paiement d'impôt et abattements

fiscaux, et des incitations financières destinées aux employeurs et aux employés. En conséquence, le déficit des administrations publiques et le ratio de la dette publique au PIB devraient augmenter en 2020 pour s'établir à environ 5% et 57%, respectivement.

8. Le Viet Nam estime que son appartenance à l'OMC joue un rôle central dans sa stratégie d'intégration internationale. Il a présenté ses instruments d'acceptation de l'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges (AFE) en décembre 2015 et de l'amendement de l'Accord sur les ADPIC en janvier 2017. Il est partie à l'Accord sur les technologies de l'information (ATI), mais ne participe pas à l'élargissement de cet accord (ATI 2). Pendant la période considérée, le Viet Nam a présenté plus de 350 notifications à divers comités de l'OMC et 5 plaintes à l'Organe de règlement des différends de l'Organisation.

9. En janvier 2021, le Viet Nam était signataire de 15 accords commerciaux régionaux (ACR), dont 6 avaient été signés pendant la période considérée, y compris l'Accord de partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP) et l'Accord de partenariat économique régional global.

10. Le régime d'investissement du Viet Nam a été substantiellement actualisé par la révision de la Loi sur les entreprises et de la Loi sur l'investissement en juillet 2015. La législation vise à attirer l'IED en uniformisant les conditions de l'activité commerciale pour les entreprises publiques, les entreprises à participation étrangère et le secteur privé national. Le nombre d'activités soumises à des restrictions a été réduit par rapport à ce que prévoyait le cadre précédent. Le plafond général de 49% pour l'acquisition, par des étrangers, d'entreprises cotées en bourse opérant dans des secteurs non soumis à conditions a été aboli en 2015; toutefois, dans certains secteurs, la participation étrangère reste plafonnée à des niveaux compris entre 30 et 51%. En outre, le nombre de domaines admissibles à la mise en œuvre de projets de partenariat public-privé (PPP) a été augmenté en 2018. La Loi sur les entreprises révisée, la Loi sur l'investissement révisée et la nouvelle Loi sur l'investissement sous la forme de partenariats public-privé sont entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2021. Pendant la période considérée, le Viet Nam a signé cinq accords bilatéraux d'investissement.

11. Le Viet Nam a continué de réformer ses politiques et mesures relatives aux procédures douanières en se basant sur sa Stratégie de développement des douanes à l'horizon 2020. Conformément à cette stratégie, il a adopté ou révisé la législation pertinente, y compris la Loi douanière et la Loi sur les droits d'exportation et d'importation. Les services douaniers mettent en œuvre des mesures de gestion des risques à tous les niveaux. Les douanes utilisent un mécanisme de dédouanement automatique et de guichet unique national.

12. Tous les droits de douane sont consolidés, pour la plupart à des taux compris entre 0% et 40%. La moyenne simple des taux NPF appliqués pour l'ensemble des marchandises était de 11,9% en 2020, contre 10,4% en 2013, ce qui s'explique principalement par le passage de la nomenclature du SH2012 à celle du SH2017 et au fractionnement de plusieurs lignes tarifaires. Seuls les véhicules automobiles d'occasion sont assujettis à des taux appliqués non *ad valorem*. Les droits les plus élevés incluent un droit de 135% pour cinq lignes tarifaires concernant les cigarettes. En 2020, le taux consolidé moyen était de 14,7%. La moyenne simple des droits NPF appliqués était de 18,1% pour les produits agricoles (définition de l'OMC) et de 10,9% pour les produits non agricoles. L'écart entre les taux consolidés et les taux NPF appliqués laisse une certaine marge de manœuvre dans la politique tarifaire du Viet Nam. Des contingents tarifaires régissent les importations d'œufs, de canne à sucre, de tabac et de sel.

13. Le droit d'accise est perçu sur certaines marchandises et certains services, y compris les cigarettes, les boissons alcooliques, les véhicules automobiles, les motocycles et l'essence. Aucune distinction n'est établie entre les marchandises produites dans le pays et les marchandises importées. Le droit d'accise est perçu sur le prix d'importation droits inclus pour les importations sur une base c.a.f. La taxe pour la protection de l'environnement continue d'être appliquée aux produits pétroliers, au charbon, aux hydrochlorofluorocarbures à l'état liquide, aux sacs en plastique et à divers pesticides et herbicides; cette liste est restée inchangée depuis le précédent examen de la politique commerciale du Viet Nam. La taxe sur la valeur ajoutée, qui est perçue à un taux général de 10%, représente près d'un tiers des recettes fiscales totales du gouvernement, tandis que les droits d'importation et d'exportation en représentent environ un dixième.

14. Le Viet Nam interdit l'importation, entre autres, de certains produits chimiques, d'armes, de véhicules avec direction à droite et de certains biens de consommation usagés; cette liste n'a pas changé depuis 2013. Des restrictions à l'importation peuvent aussi être appliquées à des fins de conformité avec les traités et conventions internationaux auxquels le Viet Nam est partie. Les marchandises soumises à des restrictions à l'importation administrées par divers ministères font l'objet de prescriptions en matière de licences d'importation. Ces prescriptions sont également employées pour administrer l'importation de marchandises soumises à des contingents tarifaires. Les exportations et les importations peuvent aussi être temporairement suspendues dans des circonstances exceptionnelles, comme les guerres, les catastrophes naturelles, les épidémies ou les incidents environnementaux; pour les produits qui ont des effets graves sur la santé et l'environnement; et pour des raisons de balance des paiements.

15. La Loi sur la gestion du commerce extérieur est la principale loi régissant les mesures antidumping, compensatoires et de sauvegarde. Le Viet Nam a notifié à l'OMC ses lois et réglementations se rapportant aux mesures antidumping, compensatoires et de sauvegarde en 2018 et 2020; il a également répondu à des questions détaillées sur son régime antidumping en 2019. Entre 2013 et 2019, cinq mesures antidumping étaient en place et quatre affaires faisaient l'objet d'une enquête; quatre mesures de sauvegarde étaient aussi en place. Les principaux produits visés par ces mesures étaient l'acier, l'aluminium et les engrais.

16. Le Viet Nam perçoit des taxes à l'exportation de certains produits comme le poisson, les minéraux, le charbon, le caoutchouc et les cuirs et peaux bruts. Les taux des taxes à l'exportation ont fréquemment changé pendant la période à l'examen. Le pays perçoit aussi des redevances (taxe d'extraction) sur les ressources naturelles, comme les métaux communs et les minéraux, le bois d'œuvre, l'eau, le pétrole brut et le gaz naturel utilisés pour la production intérieure ou exportés. Il applique un certain nombre de prohibitions et restrictions à l'exportation et de licences d'exportation, conformément à la Loi sur la gestion du commerce extérieur et à la réglementation pertinente.

17. En juin 2019, le Viet Nam avait quatre zones industrielles d'exportation. Des taxes préférentielles à l'exportation et à l'importation s'appliquent aux entreprises, tant nationales qu'étrangères, situées dans ces zones.

18. Le Viet Nam accorde des incitations à l'investissement, principalement par le biais d'allègements fiscaux, pour les projets menés dans des zones géographiques caractérisées par une situation socioéconomique difficile ou dans des zones industrielles. Des mesures de soutien spécifiques axées, par exemple, sur l'accès au crédit, la réduction des impôts et des loyers fonciers, et l'exonération des droits d'importation, sont également appliquées pour des activités et secteurs déterminés, comme la production halieutique, les petites et moyennes entreprises, les industries de soutien ou les énergies renouvelables. Les investisseurs qui participent à d'importants projets de PPP peuvent bénéficier d'incitations supplémentaires telles que des garanties sur l'utilisation des terres et la disponibilité de devises. Après le déclenchement de la pandémie de COVID-19, le Viet Nam a introduit diverses mesures et incitations pour réduire l'impact sur les entreprises; ces mesures comprenaient une prorogation de délai pour le paiement des impôts, une réduction de l'impôt sur les bénéfices des sociétés et une réduction temporaire des factures d'électricité.

19. Le cadre réglementaire global des normes et règlements techniques n'a pratiquement pas changé. Selon les autorités, en 2020, 60% des normes vietnamiennes étaient alignées sur des normes internationales, régionales ou étrangères, contre 40% en 2013. Les marchandises classées comme "pouvant présenter un risque en matière de sécurité", qu'elles soient importées ou produites dans le pays, sont soumises à une évaluation de la conformité conformément aux règlements techniques pertinents. Les prescriptions concernant l'évaluation de la conformité doivent être remplies avant que le produit ne soit distribué sur le marché. Un nouveau décret relatif aux prescriptions en matière d'étiquetage est entré en vigueur en avril 2017. Pendant la période à l'examen, le Viet Nam a présenté 152 notifications au Comité OTC de l'OMC, qui couvraient un large éventail de produits, et a soulevé 4 préoccupations commerciales spécifiques (PCS) dans le cadre du Comité, lesquelles concernaient les boissons alcooliques, l'inspection des véhicules importés, la réglementation en matière de cybersécurité et les produits électroniques.

20. Le gouvernement a mis en œuvre une stratégie nationale en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires pour 2011-2020 dans le but de pouvoir contrôler la sécurité sanitaire de ces produits tout au long de la chaîne d'approvisionnement en denrées alimentaires au plus tard en 2020. Les laboratoires et installations d'inspection des produits alimentaires étaient opérationnels

dans les provinces en 2020 et, selon la stratégie en question, tous les établissements de production, de transformation et de commerce de produits alimentaires devraient satisfaire aux conditions établies en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires d'ici à 2030. Conformément à cet objectif, le Viet Nam a modernisé son régime de prescriptions sanitaires et phytosanitaires. La législation pertinente couvre des questions telles que la sécurité sanitaire des produits alimentaires importés, les prescriptions en matière de quarantaine, la gestion des engrais et des pesticides, et les limites maximales de résidus de pesticides dans les produits alimentaires. Ces modifications de la réglementation ont été notifiées à l'OMC au moyen de 84 notifications au Comité SPS. Depuis 2013, huit PCS ont été soulevées au Comité SPS, dont deux ont été déclarées résolues ou partiellement résolues en 2017.

21. Le Viet Nam a modernisé son cadre institutionnel relatif à la concurrence. Par la promulgation de la Loi sur la concurrence et de ses décrets d'application, la Commission nationale de la concurrence (NCC) a été créée en tant qu'autorité chargée de faire respecter les règles. La création de la NCC était censée remédier à certaines lacunes de la réglementation identifiées dans le cadre du régime précédent. La NCC est chargée de mener des enquêtes et de rendre des décisions concernant les pratiques anticoncurrentielles, de surveiller les opérations de concentration économique et de traiter les plaintes concernant ses décisions. Depuis juillet 2019, 20 plaintes ont été déposées auprès de la NCC, dont 11 concernaient des pratiques commerciales déloyales et 9 concernaient des accords anticoncurrentiels et des abus de position dominante sur le marché; la NCC a également examiné 60 opérations de concentration économique.

22. Le Viet Nam contrôle les prix de certains biens et services. Selon les autorités, ce contrôle se fait essentiellement de manière indirecte. Le Ministère des finances au niveau national et le Département des finances au niveau provincial sont les autorités compétentes pour mettre en œuvre le contrôle des prix. Les autorités indiquent que la stabilisation des prix ne concerne actuellement que les produits pétroliers raffinés. On estime que la poursuite de la libéralisation des prix devrait entraîner une hausse d'environ deux points de pourcentage de l'indice des prix à la consommation.

23. Le Viet Nam a notifié à l'OMC ses entreprises commerciales d'État dans les secteurs des cigarettes, des cigares et des journaux et publications périodiques imprimés. Il a également fourni des réponses aux questions posées dans le cadre du Groupe de travail des entreprises commerciales d'État. Au 31 décembre 2018, les entreprises publiques employaient 1,13 million de travailleurs, ce qui représentait 7,6% des employés du secteur des entreprises. Le nombre d'entreprises publiques entièrement détenues par l'État est tombé de 1 309 à la fin de 2011 à 487 à la fin de 2019. S'agissant de la gouvernance et de la gestion des entreprises publiques au Viet Nam, plusieurs lois et réglementations ont été adoptées pendant la période considérée, y compris la Loi de 2014 sur les entreprises et la Loi de 2014 sur la gestion et l'utilisation des capitaux publics investis dans les activités de production et les activités commerciales.

24. Le régime des marchés publics a été révisé pour en élargir le champ d'application: i) aux projets d'investissement pour le développement et aux projets de marché dont au moins 30% du montant sont financés par le budget de l'État; et ii) aux projets d'investissement des entreprises publiques. Les marchés publics peuvent être passés par le biais d'appels d'offres nationaux ou internationaux. Seuls des soumissionnaires nationaux sont autorisés à participer aux appels d'offres nationaux. En général, les fournisseurs étrangers doivent conclure un partenariat avec des entrepreneurs nationaux ou être sous-traitants d'entrepreneurs nationaux pour pouvoir participer à un appel d'offres international, sauf si les entrepreneurs nationaux n'ont pas les capacités suffisantes pour participer à un appel d'offres. Le système de passation des marchés prévoit un traitement préférentiel lorsque la part de valeur nationale est de 25%, qu'il s'agisse d'un appel d'offres national ou international. Le Viet Nam n'est pas signataire de l'Accord sur les marchés publics (AMP). Dans deux ACR signés récemment, à savoir le PTPGP et l'Accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Viet Nam, le pays s'est engagé pour la première fois à ouvrir ses marchés publics à des fournisseurs étrangers qui soumissionnent directement depuis l'étranger. Les chapitres de ces deux accords relatifs aux marchés publics sont fondés, dans une large mesure, sur le texte juridique de l'AMP et sur les listes d'engagements en matière d'accès aux marchés établies dans le cadre de l'AMP.

25. S'agissant des droits de propriété intellectuelle (DPI), la Loi sur la propriété intellectuelle a été amendée en juin 2019. Cet amendement visait à mettre en œuvre les engagements pris dans le cadre du PTPGP. La Loi sur le transfert de technologie a été révisée le 1^{er} juillet 2018. La Loi révisée prescrit la divulgation des secrets technologiques dans certaines circonstances, par exemple pour

assurer la sécurité nationale, la défense nationale, le bien-être social et les autres intérêts de l'État et de la société. Le Viet Nam applique un régime fondé sur le principe de l'épuisement international; par conséquent, les importations parallèles ne sont pas considérées comme portant atteinte aux DPI. La contrefaçon et le piratage demeurent les principales atteintes à ces droits. Les moyens de faire respecter les DPI consistent principalement en l'imposition de sanctions administratives; les mesures correctives civiles et pénales sont rarement utilisées ou ne sont pas efficaces. Pour traiter la question du respect des DPI, le Viet Nam a établi un comité directeur national contre la contrebande, la contrefaçon et la fraude commerciale en mars 2014.

26. En 2019, l'agriculture, la sylviculture et la pêche représentaient 15,5% du PIB (contre 20,0% en 2013) et 34,5% de l'emploi (contre 46,7% en 2013). Parmi les principaux produits agricoles figurent le riz, le café et le caoutchouc. En 2019, le commerce vietnamien des produits agricoles était déficitaire. Les importations et les exportations de ces produits ont augmenté entre 2013 et 2018; en 2019, elles ont toutes deux diminué. Les principaux produits exportés étaient la noix de coco, le riz et le café; les principaux produits importés étaient le coton et le maïs. La principale évolution de la politique agricole a été l'adoption de diverses lois, notamment sur l'irrigation, la santé animale, l'élevage et la production végétale, ainsi que des règlements y relatifs.

27. En 2019, la pêche représentait 2,3% des exportations de marchandises (contre 3,8% en 2013). En 2018, les captures de poissons se sont élevées à 3 590 tonnes, soit une augmentation de 6% par rapport à 2017. Le Viet Nam a enregistré un excédent commercial en ce qui concerne les produits de la pêche. La politique de la pêche est incluse dans le Plan directeur pour le développement de la pêche à l'horizon 2020, avec une vision jusqu'en 2030, qui fixe des objectifs visant à faire de la pêche un secteur de production communautaire important et hautement compétitif. Les politiques en faveur du développement de la pêche prévoient des mesures de soutien au secteur, telles que des crédits pour les nouveaux navires, une assurance accident subventionnée et des exonérations fiscales entre 2015 et 2018.

28. Le gouvernement a fixé des objectifs d'efficacité et de conservation de l'énergie jusqu'en 2030 et a encouragé le développement des énergies renouvelables; toutefois, les conditions climatiques défavorables dans le pays ont accru la dépendance de ce dernier à l'égard du charbon, du pétrole et du gaz pour la production d'énergie. Le Viet Nam est devenu importateur net de charbon en 2019; avec l'exploitation d'une deuxième raffinerie de pétrole en 2018, le pays a réduit ses exportations de pétrole brut ainsi que ses importations de pétrole raffiné. Le cadre réglementaire du secteur de l'énergie est resté pratiquement inchangé, à l'exception d'une révision des taux de redevance en 2015. Le gouvernement a encouragé la restructuration et l'actionnarisation des filiales des principales entreprises publiques du secteur et la participation de l'État dans les grands conglomérats a été transférée à la Commission de gestion du capital public des entreprises, créée récemment. Le Viet Nam gère un fonds de stabilisation des prix pour différents produits pétroliers.

29. Certains segments du marché de l'électricité ont évolué vers une concurrence accrue entre les fournisseurs de services; trois entreprises publiques de production d'électricité ont fait l'objet d'une actionnarisation et deux autres entreprises devraient aussi être concernées par ce processus dans les années à venir. Le marché de gros de l'électricité a commencé à fonctionner en 2019 et un marché de détail de l'électricité devrait être opérationnel en 2024. L'État conserve un monopole sur le transport d'électricité, la gestion du réseau électrique national et la construction et l'exploitation de "grandes" centrales électriques. Le gouvernement réglemente les prix de détail de l'électricité, qui varient selon les groupes de consommateurs, les horaires de consommation et les niveaux de tension.

30. Le Viet Nam souhaite continuer à développer son secteur manufacturier, et sa stratégie nationale donne la priorité à certains sous-secteurs. Pendant la période considérée, les exportations de produits manufacturés ont plus que doublé et, en 2019, les entreprises à participation étrangère ont représenté près de 70% des exportations totales de marchandises. Certains sous-secteurs ont enregistré des résultats significatifs ces dernières années, tandis que l'impact global des politiques dans d'autres sous-secteurs reste à déterminer. Par exemple, la production nationale et les exportations de chaussures et de vêtements ont considérablement augmenté pendant la période à l'examen, et le Viet Nam souhaite attirer l'investissement étranger pour développer son industrie pharmaceutique en modifiant la réglementation pertinente. La baisse des coûts de main-d'œuvre et une offre de travailleurs relativement qualifiés sont à l'origine de l'augmentation récente de l'IED entrant dans le secteur manufacturier. Les incitations à l'investissement et la protection tarifaire sont d'autres instruments de politique utilisés pour développer certaines branches de production.

31. Les services constituent le principal secteur de l'économie. En 2019, la part des services dans le PIB était de 46,2%, contre 43,1% en 2013. La plupart des services sont destinés au marché intérieur. Le Viet Nam s'est engagé à poursuivre la libéralisation de son secteur des services dans le cadre de récents accords commerciaux bilatéraux et régionaux.

32. Le secteur bancaire est dominé par les banques commerciales d'État; l'État a réduit sa participation dans certaines d'entre elles. La période à l'examen a été marquée par une consolidation des banques commerciales, le plus souvent pour soutenir les banques plus faibles. La Banque d'État du Viet Nam est également intervenue dans les opérations des banques commerciales par le biais d'acquisitions obligatoires. Le respect des prescriptions de Bâle II, la réduction de la participation croisée et le traitement des prêts improductifs ont constitué les principaux objectifs du gouvernement pour le système bancaire; certains progrès ont été observés dans la réalisation de ces objectifs. Les autres services financiers (assurance et valeurs mobilières) devraient continuer de croître rapidement, car leur couverture et leur utilisation s'élargissent au sein de la population.

33. Le marché des télécommunications devrait croître dans les années à venir grâce au développement des activités liées aux technologies de l'information. La communication mobile est le segment le plus important et celui qui connaît la croissance la plus rapide, et la commercialisation de la 5G a débuté en décembre 2020. Trois entreprises publiques dominent le marché, mais l'État prévoit de réduire sa participation dans deux d'entre elles par le biais d'un processus d'actionnarisation. Le cadre politique régissant le secteur est resté pratiquement inchangé depuis le dernier examen. Les tarifs d'interconnexion sont contrôlés par le gouvernement, tandis que les opérateurs sont libres de fixer les tarifs de détail pour les autres services. Le Viet Nam gère un fonds public pour le développement et la fourniture des services publics de télécommunication.

34. L'intégration globale des projets d'infrastructure dans le secteur des transports pour résoudre certains goulets d'étranglement dans le transport multimodal et soutenir la transformation du pays reste difficile. Les PPP sont considérés comme une source essentielle de financement du développement des transports pour les années à venir. Les entreprises étrangères dominent le marché du transport maritime international de marchandises et aucune mesure de soutien interne n'est appliquée par le gouvernement; seuls les navires battant pavillon national peuvent exercer des activités de transport par les voies navigables intérieures. Le transport maritime de marchandises est concentré dans quelques ports maritimes et certains ports fonctionnent à pleine capacité ou presque. Depuis 2017, l'investissement privé dans les ports est autorisé. Les autorités ont réduit les redevances pour promouvoir l'utilisation des nouvelles infrastructures. La compagnie aérienne nationale Viet Nam Airlines, qui est contrôlée en grande partie par l'État, reste un acteur clé du transport aérien et des services connexes. Le premier aéroport construit dans le cadre d'un projet de PPP est devenu opérationnel en 2018; les plafonds applicables à la participation étrangère s'appliquent aux services de transport aérien. Les nouvelles infrastructures aéroportuaires et celles qui ont été rénovées ont attiré des transporteurs étrangers sur le marché du transport international de passagers. La libéralisation opérée par le biais de la politique de ciel ouvert de l'ASEAN en janvier 2015 et la réduction des redevances de service pour les nouvelles lignes ou pour les transporteurs entrant sur le marché devraient accroître encore la concurrence sur le marché du transport aérien. S'agissant du transport terrestre, les fonds mobilisés et les crédits budgétaires alloués sont limités par rapport à la demande d'infrastructures routières. Le gouvernement vise à densifier le réseau routier, notamment les autoroutes, et à moderniser les routes existantes grâce à des PPP. Le développement de l'infrastructure ferroviaire accuse du retard malgré la mise à jour du cadre juridique pertinent en 2017. L'investissement étranger est inexistant dans ce segment.

35. Le nombre de supermarchés, de centres commerciaux et de commerces de proximité est en hausse et, ces cinq dernières années, la concurrence a poussé les détaillants à se regrouper. Les examens des besoins économiques pour les points de vente au détail relèvent de la responsabilité des autorités provinciales. Depuis 2015, les entreprises à capital entièrement étranger sont autorisées à fournir presque tous les services de distribution; toutefois, les droits de commercialisation et les droits de distribution sont attribués séparément. Le Viet Nam a réduit la liste des produits dont la distribution par des distributeurs à participation étrangère est interdite.